

## **Note de Synthèse**

### **Conseil Communautaire du 02/06/2016 à 19h**

### **Salle des Fêtes à Saillans**

#### **1. Validation du compte rendu du 28 avril 2016**

### **Thématique Economie**

#### **2. Délibération relative au projet de ZAC du Pas de Lauzun et définition des modalités de concertation**

##### **Rappel du contexte du projet de ZAC du Pas de Lauzun**

Ce projet de création de Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) à vocation économique s'inscrit dans la volonté de proposer une offre foncière pour le développement et l'accueil de nouvelles entreprises sur le territoire de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans. En effet, aujourd'hui, la CCCPS ne dispose pas de foncier alors que les demandes d'entreprises sont bien réelles et le développement de l'activité économique nécessaire. En effet, le développement économique constitue un enjeu de taille pour la Communauté de Communes, il est source de création de richesse pour le territoire et la collectivité et d'emploi.

Une étude de faisabilité réalisée en 2012 confirme l'intérêt de développer une offre foncière sur ce territoire et plus précisément sur la friche Vicat à Aouste sur Sye.

La procédure juridique liée à la ZAC doit donc être mise en œuvre. Celle-ci se fait en 3 étapes :

- phase de concertation publique (peut-être menée en parallèle du dossier de création),
- phase d'élaboration du dossier de création de ZAC,
- phase d'élaboration du dossier de réalisation de ZAC.

Une première délibération prise le 28/02/2013 valide la procédure de ZAC comme mode opératoire pour la réalisation de ce projet d'aménagement de zone d'activité à vocation économique, le lancement des études préalables et l'élaboration du dossier de ZAC.

Ce projet est actuellement en phase d'élaboration du dossier de création de ZAC.

Cette étape de création consiste à élaborer un dossier dont l'objet est de préciser le programme global d'aménagement, de définir le régime applicable au regard de la part communale de la Taxe d'aménagement et le mode de réalisation (en régie ou autre).

Conformément à l'article R311-2 du code de l'urbanisme, le dossier de création de la ZAC du Pas de Lauzun devra comporter les pièces suivantes :

- Un rapport de présentation, qui expose notamment l'objet et la justification de l'opération, comporte une description de l'état du site et de son environnement, indique le programme global prévisionnel des constructions à édifier dans la zone, énonce les raisons

pour lesquelles, au regard des dispositions d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la commune et de l'insertion dans l'environnement naturel ou urbain, le projet faisant l'objet du dossier de création a été retenu,

- un plan de situation,
- un plan de délimitation du ou des périmètres composant la zone,
- l'étude d'impact définie à l'article R. 122-5 du code de l'environnement lorsque celle-ci est requise en application des articles R. 122-2 et R. 122-3 du même code,
- le dossier précise également si la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement sera ou non exigible dans la zone.

Pour rappel, l'étude d'impact environnemental a été réalisée en 2014 par le bureau d'études CAPSE. Un complément d'étude sera demandé compte tenu de l'évolution du périmètre envisagé sur environ 5 000 m<sup>2</sup>. Conformément aux articles L122-1-1 et R122-11 du code de l'environnement, le dossier de l'étude d'impact portant sur le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) fera l'objet d'une enquête publique (dont les modalités devront être définies par délibération cf. Article L122-1-1 du Code de l'environnement).

Le dossier de création de ZAC complet fera l'objet d'une délibération de création de ZAC.

### **Objectifs et orientations d'aménagement**

Le périmètre concerné par cette procédure de ZAC correspond à une surface envisagée de 13 ha située sur la commune d'Aouste sur Sye. Ce projet d'Ecoparc d'activités du Pas de Lauzun se situe sur la déviation Crest - Die au niveau de l'intersection entre l'entrée de la Commune d'Aouste sur Sye sur la RD 164 et la RD 70 en direction du Pas de Lauzun.

Le périmètre envisagé est joint en annexe.

#### **- Les objectifs attendus :**

L'aménagement de la ZAC du Pas de Lauzun devra répondre à plusieurs objectifs :

- créer une ZAC à vocation économique sur la commune d'Aouste sur Sye, sur l'ancien site industriel Vicat,
- créer une offre foncière disponible pour l'accueil de nouvelles entreprises et permettre le développement d'entreprises existantes tout en requalifiant une friche industrielle.
- favoriser l'installation d'activités orientées sur l'économie verte, mises en exergue dans l'étude réalisée par la MIPRA en 2010 (bois, écoconstruction, chanvre, PPAM) et sur le recyclage des matériaux de construction.

#### **- Les orientations d'aménagement :**

Il s'agirait d'aménager cet espace économique selon un cahier des charges favorisant une gestion sobre et efficace des ressources ainsi que la qualité environnementale et paysagère des ouvrages. Les aménagements proposés devront respecter les principes énoncés dans le cahier des charges des écoparcs Biovallée.

La zone bénéficie d'une implantation sur un site agréable. La Communauté de Communes attache de l'importance aux concepts de développement durable. La démarche devra se traduire par le choix de solutions techniquement éprouvées et fiables qui permettent, entre autres, d'économiser l'énergie, de traiter les effluents et les eaux pluviales, limiter les nuisances (sonores, olfactives, visuelles) et qui respectent le site.

Chaque thématique (eaux pluviales, eaux usées, eaux potables, électricité, gestion des déchets du chantier, voirie et stationnement, éclairage public, aménagement paysager et espaces verts,

trame viaire du projet d'aménagement et fibre optique) devra être traitée selon cette approche environnementale.

Par ailleurs, ce parc d'activités devra également respecter la réglementation en vigueur concernant l'accessibilité.

## **Concertation**

### **- Abrogation de la délibération du 17 mars 2016 :**

Une première délibération a été prise en Conseil Communautaire du 28/02/2013 afin de lancer la phase de concertation et d'en préciser les modalités, puis une deuxième délibération a été prise le 13/03/2014 complétant la première. Une troisième délibération a été prise en Conseil Communautaire du 17 mars de 2016 sans tenir compte des deux précédentes délibérations.

Or, il apparaît que ces trois délibérations ne sont pas suffisamment précises au regard des modalités de concertation et ne se complètent pas.

Dans un souci de clarté, il apparaît nécessaire d'abroger la délibération du 17 mars 2016 et de la remplacer par la présente délibération.

### **- Modalités de concertation :**

Dans le cadre de la procédure de ZAC, conformément à l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme, il est nécessaire d'organiser une concertation publique préalable associant, pendant au moins toute la durée de la phase de création de la ZAC, les habitants.

Les modalités de concertation doivent être définies conformément à l'article L. 103-4 du Code de l'Urbanisme afin de garantir l'information et la participation des administrés.

Les modalités de concertation proposées seront les suivantes :

- ✓ affichage au siège de la Communauté de Communes de la présente délibération pendant toute la durée de la procédure,
- ✓ ouverture d'un registre à l'accueil du siège de la Communauté de Communes et à l'accueil de la mairie d'Aouste sur Sye, à disposition du public,
- ✓ réalisation de 2 réunions publiques de concertation dont une sur la commune d'Aouste sur Sye,
- ✓ affichage en Communauté de Communes et en Commune d'Aouste sur Sye des dates de réunions publiques,
- ✓ réalisation d'au moins 3 parutions dans la presse locale écrite dont le journal de l'intercommunalité avec des informations sur l'avancée des études,
- ✓ mise à disposition d'informations relatives au projet d'aménagement sur les sites Internet de la Communauté de Communes et la Commune d'Aouste sur Sye.

La présente concertation aura une durée minimale de 3 mois avant que le bilan de celle-ci soit présenté et validé en Conseil Communautaire. Il est proposé de poursuivre la concertation et l'information du public tout le long du projet en s'appuyant notamment sur les outils de communication papier et numérique disponibles sur le territoire.

***En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire d'abroger la délibération du 17/03/16, de préciser les modalités de concertation prévues dans les délibérations du 28/02/2013 et du 13/03/2014 conformément à l'article L. 103-4 du Code de l'Urbanisme, de prendre les mesures de publicité prévues au Code Général des Collectivités Territoriales et celles visées au Code de l'Urbanisme pour l'organisation de la présente concertation, d'en approuver les***

**modalités comme établies ci-dessus et d'autoriser le Président à signer toute pièce ou document relatif à la mise en œuvre de la présente délibération.**

## **Thématique Sociale**

### **3. Convention relative à la prestation de service unique pour l'accueil du jeune enfant – Mutualité Sociale Agricole (voir pièces annexes)**

La Prestation de service unique est versée par la MSA à la CCCPS, gestionnaire des établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) « Le Petit Bosquet » à Crest et « Les Marrisous » à Piégros la Clastre, en complément de la participation financière des familles.

Cette prestation permet de mieux répondre aux besoins d'accueil des familles, de diversifier l'offre d'accueil ainsi que d'améliorer l'accessibilité des structures à toutes les familles. Elle permet également de garantir aux familles un tarif horaire réduit, adapté à leurs revenus et de leur offrir un mode de garde souple.

Le Président explique que la présente convention a pour objet de déterminer les conditions juridiques et techniques de mise en œuvre de la Prestation de Service Unique (PSU) entre la MSA et la CCCPS.

- La CCCPS s'engage à mettre à la disposition des familles relevant du régime agricole ses établissements et services d'accueil de jeunes enfants, après avoir reçu l'autorisation ou décision d'ouverture délivrée par l'autorité compétente.
- La MSA s'oblige en contrepartie au versement de la PSU et des « heures de concertation », selon les modalités détaillées à la présente convention et ses annexes.

Le Président explique en outre que le montant de la prestation de service est déterminé, pour chaque exercice civil, sur la base d'un taux de prise en charge appliqué sur le prix de revient horaire de la structure d'accueil :

- prise en charge de 66 % du prix de revient horaire de la structure, dans la limite du prix plafond fixé annuellement par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF),
- le prix de revient horaire de la structure d'accueil est calculé, par exercice civil, en fonction du niveau de service rendu (fourniture ou non de couches et repas, et écart du taux de facturation entre les heures facturées et réalisées).

La convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction par période d'un an. La convention prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

***Le Président propose au Conseil Communautaire de valider cette convention avec la MSA, de l'autoriser à la signer avec une durée rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2016 ainsi que les actes afférents à cette décision.***

### **4. Tarifs secteur jeunes**

Le Président rappelle qu'actuellement seulement 2 tarifs en fonction du quotient familial sont proposés pour le secteur jeune de l'ALSH (tranche 11-17 ans). Tarifs actuels :

Tranche quotient familial	Tarif journée 3-11 ans			Tarif journée 11-17 ans		
	1 <sup>er</sup> enfant	2 <sup>ème</sup> enfant	3 <sup>ème</sup> enfant et plus	Couleur Verte	Couleur Orange	Couleur Bleue
Inférieur à 500	12€	11€	10€	5€	8,5€	12€
De 551 à 850	13€	12€	11€			
Supérieur à 851	14€	13€	12€	6,5€	10€	14€

Ces informations sont à mettre à jour pour la CAF, avec une proposition de 3 tarifs en fonction du quotient familial (actuellement 2 tarifs proposés pour les 11-17ans).

Il est donc cohérent de se caler sur les montants de l'ALSH et de ne pas dépasser pour le secteur jeunes le maximum proposé pour l'accueil des 3-11 ans, soit 14 €.

Voici le tableau des nouveaux tarifs proposés :

Tranche quotient familial	Tarif journée 11-17 ans			
	Activité à l'ALSH	Activité hors ALSH de 0 à 5 €	Activité hors ALSH de 5 € à 15 €	Activité hors ALSH + de 15 €/mini-séjour
Inférieur à 550	7€	10€	12€	Le montant sera défini par arrêté du Président en fonction du coût global de l'activité
De 551 à 850	8€	11€	13€	
Supérieur à 851	9€	12€	14€	

***Le Président propose au Conseil Communautaire de valider cette nouvelle tarification, d'autoriser le Président à prendre un arrêté pour fixer le tarif et de l'autoriser à signer les afférents à cette délibération.***

## **5. Règlement de fonctionnement – Multi-accueil « Le Petit Bosquet » (voir pièces annexes)**

Le règlement de fonctionnement est la déclinaison pratique du projet d'établissement et en particulier du projet social. Il définit les modalités d'application, rend compte du fonctionnement de l'établissement ou du service et précise les fonctions et responsabilités de chacun. Il est un élément de contractualisation entre l'établissement et la famille. Il est opposable, mais peut être ajusté et aménagé au regard de la réalité des demandes des familles et du fonctionnement de la structure.

Le règlement de fonctionnement du multi-accueil « Le Petit Bosquet » à Crest est un document nécessaire dans le renouvellement de convention avec la CAF et la MSA concernant les Prestations de Service Unique.

Ce document doit être remis à jour suite au changement de gestionnaire du multi-accueil ainsi que les changements de réglementation CAF et MSA afin de permettre le renouvellement de la PSU pour ce service et son bon fonctionnement.

Des modifications au document initial ont été apportées :

- concernant le gestionnaire : CCCPS,
- concernant le personnel : éducatrice de jeunes enfants, agents polyvalents,

- concernant les nouveaux horaires à la rentrée de Septembre 2016 : ouverture du lundi au vendredi de 7h15 à 19h15,
- concernant la fermeture de l'EAJE : 2 semaines consécutives en août et fermé pendant le pont de l'ascension,
- concernant les critères d'admission : situation des familles, fréquentation de l'accueil,
- aucune condition concernant l'activité professionnelle et de fréquentation minimale,
- concernant la commission d'attribution : présence de la chargée de mission sociale,
- concernant les enfants des agents de la CCCPS : tarif en fonction des ressources et barème CNAF,
- concernant la mise en place d'un comité d'usagers/de parents.

***Le Président propose au Conseil Communautaire d'accepter ce nouveau règlement de fonctionnement et de l'autoriser à signer les actes afférents à cette décision.***

## **6. Projet d'établissement – Multi-accueil « Le Petit Bosquet » (voir pièces annexes)**

Le projet d'établissement explique les missions et la place des uns et des autres par rapport à l'enfant au sein du multi-accueil.

Il comporte un volet social qui vise la recherche de cohésion sociale, mais aussi un volet éducatif qui correspond aux grands objectifs de travail fixés par l'équipe.

Le projet pédagogique, quant à lui, présente les actions et les moyens concrets mis en œuvre par l'équipe pédagogique pour atteindre ces objectifs.

De plus, le projet d'établissement du multi-accueil « Le Petit Bosquet » à Crest est un document nécessaire dans le renouvellement de convention avec la CAF et la MSA concernant les Prestations de Service Unique.

Ce document doit être remis à jour suite au changement de gestionnaire du multi-accueil, de réglementation CAF et MSA mais aussi de l'évolution des pratiques professionnelles au sein de l'établissement afin de permettre le renouvellement de la PSU pour ce service et son bon fonctionnement.

Des modifications ont été effectuées sur le projet d'établissement suite à la mise à jour du règlement de fonctionnement et au nouveau projet éducatif intercommunal :

- concernant le gestionnaire CCCPS et le territoire (lien avec le diagnostic petite enfance, enfance et jeunesse réalisé en 2015),
- concernant les nouveaux horaires à la rentrée de Septembre 2016 : ouverture du lundi au vendredi de 7h15 à 19h15,
- concernant l'accueil et la « vie » au multi-accueil en lien avec le projet éducatif du pôle social de la CCCPS,
- concernant les partenaires.

***Le Président propose au Conseil Communautaire d'accepter ce nouveau projet d'établissement.***

## **Thématique Energie**

### **7. Validation du règlement d'attribution d'aide financière TEPCV (voir pièces annexes)**

Les Communautés de Communes du Crestois et du Pays de Saillans et du Val de Drôme ont été retenues comme lauréates de l'appel à projet « Territoires à énergie positive pour la croissance verte »

**(TEPCV) permettant de bénéficier d'une subvention de 80 % pour la mise en place d'une aide financière locale à la rénovation thermique des bâtiments publics.**

Objectifs de la subvention des EPCI et de leurs communes respectives : donner une impulsion forte pour encourager à réaliser des actions concrètes et le développement des énergies renouvelables locales afin d'amener à la réduction des besoins d'énergie pour continuer dans la perspective de notre territoire labellisé « TEPCV ».

La subvention est valable pour l'ensemble des bâtiments appartenant aux Communes des Communautés de communes du Crestois et Pays de Saillans Cœur de Drôme ainsi que celles du Val de Drôme et de leurs bâtiments respectifs.

La subvention sera attribuée au projet de rénovation thermique qui atteindra la performance énergétique « BBC Effinergie Rénovation », qui sera justifiée par un calcul THCEex réalisé par un bureau d'études. De plus, un test d'étanchéité à l'air sera effectué à la fin des travaux pour vérifier que la valeur utilisée dans le moteur de calcul THCEex corresponde à celle du bâtiment rénové.

Ce seront, en tout, 5 projets qui pourront bénéficier d'une subvention TEPCV à hauteur de 8 000 euros répartis sur la CCCPS et la CCVD.

Tout projet sera suivi par le (CEP) Conseiller en Energie Partagé afin de valider la cohérence des travaux de rénovation, tels que :

- performance énergétique,
- consommation d'eau,
- prise en compte du confort estival,
- nature des matériaux isolation.

Les demandes de subvention seront examinées et validées par une commission d'attribution constituée d'élus des deux intercommunalités.

***En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver ce règlement d'attribution, d'autoriser le Président à signer tout document relatif à cette opération et de désigner deux élus de la CCCPS qui siégeront à cette commission d'attribution.***

## **Thématique Juridique**

### **8. Convention de groupement de commandes pour l'élaboration du document unique (voir pièces annexes)**

Le Président propose une convention de groupement de commandes pour l'élaboration du document unique. En effet, cette mission étant imposée à toutes les communes, certaines d'entre elles ont fait la demande auprès du Président de travailler conjointement avec les services de la CCCPS à l'élaboration de document clé. Il s'agit d'un marché de prestations de services pour le diagnostic et l'élaboration d'un document unique recensant les risques en matière de santé et de sécurité au travail ainsi qu'un plan d'actions permettant de pallier aux risques recensés.

Si des communes souhaitent participer, il suffira à la commune de délibérer et de prévenir la CCCPS, dans la semaine suivant le Conseil.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette convention de groupement de commandes et d'autoriser le Président à la signer ainsi que les actes afférents.***

## **9. Convention de groupement de commandes pour la conduite d'une étude dans le cadre du système d'assainissement du Crestois (voir pièces annexes)**

Le Président explique que la DDT a remis à la CCCPS des rapports de manquement administratifs en 2015 et 2016 pour notifier les non conformités de la station d'épuration et du réseau d'assainissement (ceux-ci forment le système d'assainissement au sens de la réglementation). Un arrêté de juillet 2015 est venu resserrer la législation en la matière et accentue les problématiques qui concernent la STEP du Crestois et ses réseaux.

La DDT attend aujourd'hui un plan d'action arrêté de la part des collectivités visant à mettre en conformité tant le système de collecte que la performance de la STEP.

A cette fin, il est proposé aujourd'hui de signer une convention de groupement de commandes avec les communes concernées afin de conduire une étude dans de brefs délais et de pouvoir ainsi proposer à la DDT un échéancier de travaux à moyens termes.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette convention de groupement de commandes et d'autoriser le Président à la signer ainsi que les actes afférents.***

## **10. Attribution du marché public relatif à la fourniture d'un véhicule pour le service déchets**

Le Président rappelle le projet de la CCCPS de faire évoluer le mode de collecte des déchets avec un passage en régie au cours de l'année 2016. Il précise qu'à ce titre une procédure de consultation formalisée a été lancée et que la CAO s'est réunie en date des 9 et 23 mai.

Cette consultation relative à la fourniture d'un véhicule pour la collecte des déchets était articulée autour de deux lots :

- lot 1 : fourniture d'un châssis cabine de 26 tonnes,
- lot 2 : fourniture d'un équipement pour le châssis cabine composé d'une benne et d'une grue auxiliaire.

Il ressort de la réunion de la CAO du 9 mai qu'un seul candidat a formulé une offre pour le lot 1 et que cette offre était incomplète (défaut de pièces administratives). Dans ces circonstances, la candidature a été rejetée par la CAO qui a demandé de relancer cette consultation.

Il ressort en outre qu'une seule réponse a été faite au titre du lot 2 dont la complétude a été validée par la CAO du 9 mai. Le lot 2 a été attribué à l'entreprise **Faun Environnement** pour un montant de 192 674,40€ TTC pour la fourniture avec options (lève conteneurs, marche pieds et poignées de maintien) ainsi qu'un montant de 32 726,40€ TTC les options de contrats d'entretien sur 5 ans et un montant de 5 444,4 € TTC pour l'extension de garantie à 3 ans tout matériel.

Le Président précise enfin que le budget alloué à l'opération étant de 300 000€ TTC et que le budget prévisionnel de l'acquisition du camion (lot 1 de la consultation en cours) étant de 85 000€TTC, la réalisation de l'opération devrait rester dans le cadre budgétaire fixé.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de valider l'attribution du lot 2 du marché relatif à la fourniture d'un véhicule pour le service des déchets à l'entreprise Faun environnement pour un montant de 198 818.80€ TTC imputés au titre de l'opération d'investissement ainsi qu'un contrat d'entretien sur 5 ans d'un montant de 32 726.40€TTC et d'autoriser le Président à signer toutes les pièces relatives au marché.***



## **11. Attribution du marché public relatif à la fourniture, livraison et déchargement pour la collecte des déchets**

Le Président explique que la mise en œuvre opérationnelle de l'évolution du mode de collecte passe également par l'acquisition de conteneurs pour la collecte des déchets. Il précise qu'à ce titre une procédure de consultation formalisée a été lancée et que la CAO s'est réunie en date des 9 et 23 mai. Cette consultations a été structurée autour de 3 lots et sera réalisée sous forme de bons de commandes :

- lot n°1 : Fourniture, livraison, déchargement, mise en service de conteneurs semi-enterrés pour la collecte des ordures ménagères,
- lot n°2 : Fourniture, livraison, déchargement, de conteneurs aériens pour la collecte des ordures ménagères,
- lot n°3 : Fourniture, livraison, déchargement, de conteneurs aériens pour la collecte des déchets issus du tri sélectifs.

Le Président rappelle qu'il s'agit d'un marché à bons de commandes sur 3 ans qui visent à installer le mobilier lié à la collecte des déchets sur l'ensemble du territoire. Il rappelle en outre, qu'une opération comptable a été ouverte à cette fin permettant de mener cet investissement sur 3 années comptables. Dès lors, les montants globaux présentés ci-dessous ne seront pas systématiquement tous engagés dans le cadre des bons de commande.

La Commission d'Appel d'Offres a procédé à l'analyse des 7 dossiers reçus et a retenu, selon les critères de jugement des offres énoncés dans l'avis de publicité (à savoir 30 % pour la valeur technique de l'offre, 50 % pour le prix et 20 % pour les délais de livraison), comme étant les offres économiquement les plus avantageuses, celles des Entreprises suivantes :

- **lot n°1 : fourniture, livraison, déchargement, mise en service de conteneurs semi-enterrés pour la collecte des ordures ménagères** : l'entreprise Plastic Omnium pour sa variante dôme en Polyéthylène avec option de finition en béton lavé pour un montant total de 731 717,60€ TTC maximum,
- **lot n°2 : fourniture, livraison, déchargement, de conteneurs aériens pour la collecte des ordures ménagères** : l'entreprise COMPOECO pour sa proposition de colonnes en acier avec option peinture pour un montant total de 70 200€ TTC maximum,
- **lot n°3 : fourniture, livraison, déchargement, de conteneurs aériens pour la collecte des déchets issus du tri sélectifs** : l'entreprise TEMACO pour un montant total de 51 780€ TTC maximum.

***Monsieur le Président propose aux membres de l'Assemblée de suivre les avis de la Commission d'Appel d'offres pour les 3 lots pour lesquels une entreprise est identifiée comme étant la plus avantageuse économiquement et donc d'attribuer les marchés conformément aux propositions énumérées ci-dessus.***

## **Thématique Ressources Humaines**

### **12. Création de 2 postes au service social par avancement de grade**

Le Président informe l'assemblée que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Le Président rappelle également que l'assemblée délibérante, en date du 25 septembre 2014, a fixé le taux de promotion à 100 % pour les avancements de grade.

Il appartient donc au Conseil Communautaire de modifier le tableau des effectifs afin de permettre la nomination des agents inscrits au tableau d'avancement de grade établi pour l'année 2016. Cette modification, préalable à la nomination, entraîne la création de l'emploi correspondant au grade d'avancement.

Pour tenir compte de l'évolution des postes de travail, des missions assurées, des nécessités du service et afin d'améliorer la carrière des agents, le Président propose au Conseil Communautaire de créer deux emplois à la filière sociale de la catégorie C, au cadre d'emploi d'Agents Sociaux Territoriaux et aux grades d'Agent Social de 1<sup>er</sup> classe, à temps complet de 35h/sem. à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016, date à laquelle l'avancement de grade peut avoir lieu.

**Il est demandé au Conseil Communautaire de se prononcer sur la création de deux postes d'emploi à la filière sociale de la catégorie C, au cadre d'emploi d'Agents Sociaux Territoriaux sur les grades d'Agent Social 1<sup>ère</sup> classe, sur deux temps complets de 35h hebdomadaire pour chaque poste, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016. Le tableau des effectifs serait donc le suivant :**

Filière	Catégorie	Grades	Nombres d'emplois au :	Temps de travail
			Proposition au CC du 02/06/2016	
Administrative	A	Attaché principal	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché principal	1	Non complet 15%
Administrative	A	Attaché	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché contractuel	7	Temps complet
Administrative	B	Rédacteur	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif principal 2ème classe	3	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif 1ère classe	3	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif 2è classe	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint Administratif 2è classe contractuel	1	30h
Administrative	C	Adjoint Administratif 2è classe contractuel	1	Temps complet
<b>TOTAL DE LA FILIERE ADMINISTRATIVE :</b>			<b>20</b>	
Technique	A	Ingénieur, Ingénieur Principal, ou Ingénieur en chef classe normal	1	Temps complet
Technique	B	Technicien principal 1ère classe	2	Temps complet
Technique	C	Agent de maîtrise	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique principal 2è classe	2	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique 1ère classe	2	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique 2è classe	7	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique 2è classe stagiaire	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique 2è classe contractuel	1	27h30
Technique	C	Adjoint technique 2è classe	1	6h00
<b>TOTAL DE LA FILIERE TECHNIQUE :</b>			<b>18</b>	

Sociale	B	Educateur jeunes enfants	I	28h
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	I	Temps complet
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	I	17h30
<b>Sociale</b>	<b>C</b>	<b>Agents sociaux 1<sup>ère</sup> classe</b>	<b>2</b>	<b>Temps complet</b>
Sociale	C	Agents sociaux 2 <sup>ème</sup> classe	4	Temps complet
Sociale	C	Agents sociaux 2 <sup>ème</sup> classe contractuel	I	Temps complet
Sociale	C	Agents sociaux 2 <sup>ème</sup> classe	2	32h
Sociale	C	Agents sociaux 2 <sup>ème</sup> classe contractuel	2	30h
<b>TOTAL DE LA FILIERE SOCIALE :</b>			<b>14</b>	
Médico-sociale	C	Auxiliaire de puériculture Principal 2 <sup>ème</sup> classe	I	30h00
Médico-sociale	C	Auxiliaire de puériculture contractuel	I	Temps complet
Médico-sociale	A	Infirmière contractuelle	I	10h00
<b>TOTAL DE LA FILIERE MEDICO-SOCIALE :</b>			<b>3</b>	
Animation	C	Adjoint animateur 2 <sup>ème</sup> classe vacant	I	22h75
Animation	C	Adjoint animateur 2 <sup>ème</sup> classe vacant	I	20h00
Animation	C	Adjoint animateur 2 <sup>ème</sup> classe vacant	I	15h50 -
Animation	C	Adjoint animateur 2 <sup>ème</sup> classe vacant	I	11h50
Animation	C	Adjoint animateur 2 <sup>ème</sup> classe vacant	I	11h00
Animation	C	Adjoint animateur 2 <sup>ème</sup> classe vacant	I	10h00
Animation	C	Adjoint animation 2 <sup>ème</sup> classe	I	Temps complet
<b>TOTAL DE LA FILIERE ANIMATION :</b>			<b>7</b>	
Sportive	A	Conseiller Territorial des Activités Physiques et Sportives	I	Temps complet
<b>TOTAL DE LA FILIERE SPORTIVE :</b>			<b>1</b>	

## Thématique Finances

### 13. Budget général CCCPS DM N°3

#### **Correction reprise du résultat**

Conformité entre le CA 2015 et le BP 2016 la reprise du résultat doit être reportée sur le BP 2016 aux centimes prêts et non arrondis.

Correction reprise du résultat.

#### **FONCTIONNEMENTS** – diminution de crédit

Recettes – 002 résultat de fonctionnement reporté : - 0.01 €

Dépenses – 022 dépenses imprévues (fonctionnement) : - 0.01 €

#### **INVESTISSEMENTS** – diminution de crédit

Recettes – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés : - 4.58 €

Dépenses – 020 dépenses imprévues (investissement) : - 4.58 €

***Il est demandé au Conseil Communautaire de d'approuver la décision modificative N° 3 au budget général de la CCCPS.***

#### **I 4. Budget général CCCPS DM N°4**

##### **Annulation Ordures Ménagères sur exercices antérieurs**

##### **FONCTIONNEMENTS** – Virement de crédit

Dépenses – 022 dépenses imprévues	: - 500.00 €
Dépenses – 673 Titres annulés (sur exercices antérieurs)	: + 1 500.00 €

***Il est demandé au Conseil Communautaire de d'approuver la décision modificative N° 4 au budget général de la CCCPS.***

#### **I 5. Admission en non-valeur de produits irrécouvrables**

Le Président informe les membres du Conseil Communautaire que Madame la Trésorière nous demande de présenter un état de produits en non-valeur au Conseil Communautaire.

Pour mémoire, il est rappelé qu'en vertu des dispositions réglementaires qui organisent la séparation des ordonnateurs et des comptables, il appartient au receveur – agent de l'Etat – et à lui seul de procéder, sous le contrôle de l'Etat, aux diligences nécessaires pour le recouvrement des créances.

Il s'agit en l'espèce de créances communautaires notamment issues de la redevance ordures ménagères pour lesquelles le Comptable du Trésor n'a pu aboutir dans les procédures de recouvrement qui s'offraient à lui, et ce pour différentes raisons : personnes insolvables, parties sans adresse, somme trop minime pour faire l'objet de poursuite.

L'objet et le montant total des titres à admettre en non-valeur sont définis par deux états de produits irrécouvrables d'un montant de 2 444.26 €.

Une fois prononcée, l'admission en non-valeur donne lieu à un mandat émis à l'article 6541 pour la somme de 2 048.56 € et à l'article 6542 pour la somme de 395.70 € du budget concerné de l'exercice. Les crédits nécessaires ont été ouverts à cet effet par décision modificative N° 05 pour le budget principal.

***Aucun nouveau moyen de poursuite n'étant possible, il appartient au Conseil Communautaire de statuer sur l'admission en non-valeur de la totalité des créances susvisée.***

#### **I 6. Budget général CCCPS DM N°5**

##### **Admission en non-valeur de produits irrécouvrables**

##### **FONCTIONNEMENTS** – Virement de crédit

Dépenses – 022 dépenses imprévues	: - 2 444.26 €
Dépenses – 6541 Créances admises en non-valeur	: + 2 048.56 €
Dépenses – 6542 Créances éteintes	: + 395.70 €

***Il est demandé au Conseil Communautaire de d'approuver la décision modificative N° 5 au budget général de la CCCPS.***

**I 7. Régularisation écritures 2015 sur compte 458 Opérations « Microcrèche de Piégros la Clastre et création de deux logements » : Décision Modificative Budget général CCCPS N°06**

Inversion sur la ventilation Microcrèche/logements : Régularisation sur BP 2016 pour solder le reversement de la subvention à Piégros-la-Clastre soit 4 971.26 €

**FONCTIONNEMENTS** – Virement de crédit

Dépenses – 020 dépenses imprévues (investissement)	: - 1 978.47 €
Dépenses – 1322 Subvention Région	: + 1 968.98 €
Dépenses – 458101 Logements sociaux	: + 9.49 €

***Il est demandé au Conseil Communautaire d'approuver la décision modificative N° 6 au budget général de la CCCPS.***